

**QUESTIONNAIRE ADRESSÉ  
AUX ENTREPRISES NATIONALES D'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES**

**TRANSPARENCE DE LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**

Le présent questionnaire a été conçu pour recueillir des informations sur la gestion des ressources naturelles, et notamment des recettes qui en proviennent. Il repose sur le Code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques, le Manuel sur la transparence des finances publiques et le Guide sur la transparence des recettes des ressources naturelles du FMI (tous disponibles sur le site Internet du FMI).

**Activités et cadre juridique**

1. Veuillez décrire les activités de votre société.
2. Veuillez décrire le cadre juridique qui régit les droits de propriété sur les ressources naturelles exploitées par votre société.

**Autorité de gestion financière**

3. Quel est l'organe (par exemple, Ministère des finances, Ministère de l'énergie, société publique) investi de l'autorité légale sur votre société ? Quelles sont les lois et réglementations qui stipulent cette autorité ?
4. Quel rôle joue votre société dans la détermination des taxes/redevances qui s'appliquent à elle ? Tous les changements de législation sont-ils incorporés dans le processus budgétaire annuel, ou la législation peut-elle être modifiée plus fréquemment ?
5. Votre société verse-t-elle toutes les recettes au trésor ou au budget, au Ministère de l'énergie, ou autrement ? Si ce n'est pas le cas, décrire les types de recettes qui sont traitées par d'autres instances et comment.
6. Votre société a-t-elle le droit d'emprunter dans le pays ou à l'étranger à des fins spécifiques au secteur des ressources naturelles ? A-t-elle le droit d'emprunter au nom de l'État ? Selon quelles modalités ? Le parlement doit-il approuver ces emprunts ? Comment sont-ils communiqués au public ?
7. Veuillez décrire les rôles respectifs du gouvernement, de l'organe de régulation (s'il existe) et de votre société dans l'élaboration des politiques, le contrôle du respect du cadre réglementaire et les opérations commerciales dans les secteurs des ressources naturelles (y compris la détermination des prix de l'énergie) en indiquant quelles sont les lois qui définissent ces rôles.

### **Participation au capital de sociétés**

8. Veuillez décrire les modalités et l'ampleur de la participation de l'État (directement ou par le biais d'entreprises publiques) au capital de votre société.
9. Comment la participation de l'État au capital de votre société est-elle déclarée ?

### **Procédures d'octroi de licence**

10. Veuillez décrire le rôle de votre société dans les procédures d'octroi de licence les plus souvent utilisées par le passé pour les ressources naturelles et les définir soit comme i) des appels d'offres ouverts à des conditions fixes, ii) des appels d'offres ouverts à des conditions variables ou iii) des contrats négociés.
11. Si les procédures d'octroi de licence ont évolué dans le temps et ont varié pour différents projets, veuillez décrire les procédures d'octroi de licence pour chaque projet.
12. Veuillez expliquer comment les soumissionnaires intéressés sont informés des appels d'offres.
13. Quelles sont les informations relatives aux offres retenues qui sont divulguées i) au pouvoir exécutif et au Parlement et ii) au public en général ?

### **Régime financier et contrats**

14. Les paiements à l'État au titre des ressources naturelles que vous exploitez reposent-ils principalement sur des taxes/redevances ou sur des contrats de partage de la production ?
15. Veuillez décrire les grandes caractéristiques des principaux versements en faveur de l'État prévus par les contrats conclus avec les sociétés d'exploitation de ressources naturelles. Les contrats existants sont-ils rendus publics dans leur totalité ou partiellement ? S'ils le sont partiellement, quelles sont les parties rendues publiques et celles qui ne le sont pas ? Ces dispositions permettent-elles de rendre publiques les principales clauses des contrats ? Si les contrats existants ne sont pas rendus publics, qui y a accès et comment est établie la responsabilisation vis-à-vis du public ?
16. Veuillez fournir des contrats-type ou des copies des principaux contrats ou accords de partage de la production effectivement conclus entre sociétés d'exploitation des ressources naturelles et États, ainsi que des rapports ou analyses y afférents.
17. Des dispositions de financement sont-elles prévues dans les contrats de partage de la production ? Dans l'affirmative, sont-elles rendues publiques ? Y a-t-il des lois ou d'autres textes qui prévoient des dispositions particulières ayant trait au financement ? Dans l'affirmative, veuillez les décrire.

18. Veuillez décrire les obligations relatives au versement de redevances et tout autre impôt ou instrument non fiscal applicable à votre production de ressources naturelles (par exemple, parts de production, taxe pétrolière spéciale, dividendes des prises de participations ou autres paiements, y compris primes).

19. Veuillez expliquer les différences entre l'imposition des recettes tirées des ressources naturelles et le système fiscal ordinaire qui s'applique aux autres secteurs ou activités (par exemple, impôt sur les bénéfices des sociétés, imposition des dividendes ou des intérêts, des plus-values, du revenu des personnes physiques).

20. Veuillez décrire les principales incitations fiscales dont peut se prévaloir votre société dans le secteur des ressources naturelles.

21. Veuillez décrire les impôts indirects (taxe sur la valeur ajoutée, accises et droits de douane sur les importations ou les exportations) applicables à votre production de ressources naturelles. Le régime fiscal indirect applicable aux ressources naturelles ou aux produits fabriqués principalement à partir de ressources naturelles (comme l'essence) diffère-t-il de celui qui s'applique à d'autres activités (par exemple, taux des droits d'importation ou des accises) ?

22. Les accords entre l'État et votre société incluent-ils des « clauses de stabilité financière » (pour protéger les investisseurs des variations imprévues des hypothèses financières qui sous-tendent le projet) ? Dans l'affirmative, veuillez les décrire. Ces clauses sont-elles du domaine public ? Sont-elles courantes ?

23. Veuillez préciser s'il est procédé à un « cantonnement » (*ring fencing*) des différents projets, activités ou zones de permis des sociétés comme la vôtre pour limiter les possibilités qu'elles auraient de consolider les revenus ou les déductions à des fins fiscales.

24. Comment sont traités les prix de transfert, de manière générale et spécifique, dans les contrats de partage de la production et dans l'impôt sur les sociétés ?

### **Comptabilité et audit, assurances d'intégrité**

25. Veuillez décrire les règles et les mécanismes des contrôles internes et de l'audit interne de votre société.

26. Veuillez préciser les caractéristiques de la comptabilité et de la réglementation d'audit de votre société :

- Sont-elles soumises aux mêmes normes comptables et d'audit que le reste du secteur privé ?
- Les normes comptables qui s'appliquent aux sociétés d'exploitation de ressources naturelles sont-elles juridiquement conformes aux normes comptables internationales

(IAS – International Accounting Standards) et ces normes sont-elles de fait respectées?

- Un rapport financier consolidé qui couvre toutes les filiales est-il préparé et audité ?
- L'audit des comptes annuels a-t-il été achevé dans les six mois suivant la fin de l'exercice ?
- Les comptes financiers sont-ils publiés tous les ans (s'ils le sont plus fréquemment, veuillez le préciser) et dans les six mois qui suivent la fin de l'année ?

Si la réponse à l'une des questions qui précèdent est négative, veuillez décrire le système de comptabilité et d'audit actuel.

### **Réglementation des prix**

27. Les prix nationaux de gros et de détail de vos produits de ressources naturelles sont-ils administrés par l'État ou par un organe de réglementation ? Dans l'affirmative, quelles sont les formules utilisées pour fixer ces prix et celles-ci sont-elles connues du public ? Comment s'établit le rapport entre les prix nationaux et les prix de référence ou du marché international ? Quelle est la fréquence d'ajustement des prix nationaux ?

### **Activités quasi-budgétaires et arriérés de paiement**

28. Quelles sont les activités non commerciales ou quasi-budgétaires réalisées par votre société ou d'autres sociétés des secteurs de ressources naturelles, y compris des sociétés internationales ? (Ces activités comprennent les services de santé et d'éducation, l'emploi, le logement, l'infrastructure, les ventes nationales de produits énergétiques à des prix inférieurs au marché, l'emprunt au nom de l'État). Veuillez décrire les principales activités et indiquer, lorsque cela est possible, le coût annuel estimé en notant également la source de ces informations et données.

29. Les administrations publiques ou organismes publics ont-ils des arriérés de paiement envers votre société ? Dans l'affirmative, sont-ils régulièrement actualisés, rendus publics et pris en compte dans le budget de l'État?

30. Votre société a-t-elle des arriérés d'impôts ou de paiement vis-à-vis de l'État ? Dans l'affirmative, font-ils l'objet d'un suivi régulier et sont-ils rendus publics ?

Département des finances publiques du FMI

Janvier 2008